

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2014

Axes	Objectifs prioritaires	Contexte: conditions préalables et risques	Activités	Partenaires de la coopération et liens avec d'autres processus de réforme	Calendrier	Coût USD
Octroi de permis et contrats	Assurer la transparence en matière de procédure d'octroi de permis miniers	Gel de permis minier et gestion des droits acquis	Publier sur le web les procédures d'octroi de permis et la liste des permissionnaires	Ministère des Mines et BCMM	Trim I - Trim II	50 000
			Maintenir les règles et principes existants en matière d'octroi de permis minier	Ministère des Mines et BCMM		
		Dérèglement de la gestion des permis	Faire un état des lieux des permis en cours de traitement et étudier le processus de traitement du cadastre	Ministère des Mines, BCMM, Banque mondiale		
		-	Mettre en œuvre le MIDAC pour le secteur extractif			
		-	Publier la liste des compagnies où l'Etat détient des parts	Ministère des Mines, BCMM et OMNIS		
		-	Rendre public les modes de rémunérations de l'Etat au niveau des industries extractives dont Il est actionnaire			
	Instaurer la transparence des contrats pétroliers	Réticence de l'OMNIS et des compagnies à publier les contrats du secteur pétrolier	Publier les contrats pétroliers	OMNIS	Trim II	

	Améliorer la régulation du secteur pétrolier-amont	Ambiguïté des responsabilités institutionnelles de l'OMNIS qui a à la fois un rôle de régulateur et d'opérateur et détient des parts dans les compagnies	Concrétiser l'application des décisions du SDM 2007 concernant le mandat de l'OMNIS	OMNIS	Trim III - Trim IV	
Régulation et suivi des activités minières et pétrolières	Instaurer la transparence de la production minière et pétrolière ;	La vérification de la production minière n'est pas systématique	Renforcer les capacités des directions régionales des mines en termes techniques et matériels, pour une évaluation quantitative et qualitative des productions minières	MDM	Trim I - Trim III	50 000
	Vérifier la contribution sociale des industries extractives	Seuls les dons ont été pris en compte par l'EITI jusqu'à présent. Par ailleurs, l'audit environnemental est déjà assuré par l'Office National de l'Environnement (ONE)	Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales par les compagnies	MDM, ONE	Trim II	
Gestion des revenus	Améliorer la gestion et la redistribution des revenus de l'industrie extractive	Les RIB de la plupart des comptes bancaires communaux ne sont pas fournis au Bureau du Cadastre Minier. Cela cause la non-redistribution des FAM dans certaines communes	Former les collectivités décentralisées en législation, fiscalité et procédures de recouvrement des revenus destinés aux collectivités décentralisées	Min Décentralisation	Trim I - Trim II	70 000
			Appuyer les OSC à mener des actions de plaidoyers sur la réaffectation des revenus miniers et pétroliers	OSC et Min Décentralisation		
			Créer un système de notification du cadastre à l'endroit des districts et régions et de la société civile pour chaque opération de redistribution des FAM	BCMM et Min Décentralisation	Trim I - Trim III	
		Nécessité d'harmonisation de la distribution des ristournes minières et notamment la définition des "communes concernées"	Compléter le dispositif légal qui régit la distribution des ristournes minières		Trim I - Trim III	

		Seulement 4 communes minières pratiquent le Budget participatif (BP)	Vulgariser le budget participatif dans les communes extractives : sensibilisation, formation et mise en œuvre	Min Décentralisation, MFB	Trim II - Trim IV	
	Vérifier/Améliorer la gestion des dépenses publiques face à la volatilité des revenus issus du secteur extractif	Les revenus issus de l'industrie extractive versés au niveau central sont engloutis dans les dépenses de fonctionnement de l'état	Réaliser une étude sur la création d'un compte spécial destiné à l'affectation des revenus issus du secteur extractif	MFB	Trim II - Trim IV	
			Concevoir un plan d'infrastructures prioritaires à mettre en place à partir des revenus issus du secteur extractif	OSC	Trim II - Trim IV	
Développement durable	Mesurer les impacts économiques et sociaux des projets miniers	-	Réaliser une étude sur les impacts économiques et sociaux des projets miniers	-	Trim II	60 000
	Améliorer la contribution du secteur extractif au développement durable	La part de la branche industrie extractive dans le PIB 2011 est de 0,53%	Intégrer la dimension Contenu Local dans les plans de développement communautaire	-	Trim III - Trim IV	
			Développer des partenariats publics privés dans la mise en œuvre de projets de développement	-	Trim II - Trim IV	
			Mettre en place un système d'évaluation au niveau régional	-	Trim II - Trim IV	
Réconciliation EITI	Réaliser une réconciliation des flux financiers entre les industries extractives et l'Etat, pour l'année fiscale 2012 - 2013	Risque de retard de disponibilité des informations fiscales 2013 du côté de l'Etat	Produire un rapport de réconciliation, couvrant deux années fiscales (2012 - 2013)	PGDI	Trim II - Trim III	120 000
Renforcement de capacités	Adapter les formations aux besoins du GMP	-	Faire une étude sur les besoins de formation du Groupe Multipartite Élargi, ainsi que les impacts des formations EITI déjà réalisées	GMP	Trim I	100 000
	Renforcer les capacités de la société civile pour que ses membres	Le dispositif complexe du secteur extractif est souvent mal compris par la société civile	Identifier les nouveaux besoins de la société civile en matière de formation sur les thèmes liés à l'EITI et à la gouvernance des	Consultant externe	Trim I	

	puissent débattre avec les compagnies et l'administration		ressources extractives			
			Organiser des séances de formation des journalistes concernant les nouvelles normes EITI	-	Trim I	
			Organiser des séances d'information en législation minière et pétrolière	MDM, CGIM	Trim I - Trim II	
			Former la société civile concernant les spécificités des projets miniers et pétroliers	MDM, CGIM	Trim I - Trim II	
	Renforcer les capacités des agents de l'État et de ses démembrements pour améliorer le suivi et le respect des textes réglementaires	Les dispositions légales et fiscales régissant les compagnies extractives ne sont pas souvent assimilées par les agents de l'Etat	Organiser des séances de formation en matière de suivi de la fiscalité minière et pétrolière et en matière de bonne gouvernance des ressources extractives	MDM, MFB	Trim I - Trim III	
Institutionnalisation de l'EITI	Proposer une loi sur la participation obligatoire des compagnies à l'EITI	Les arrêtés ministériels sur la participation obligatoire des compagnies sont pour le moment publiés à coup par coup	Recruter un cabinet juridique pour initier un projet de loi sur la participation obligatoire des compagnies	Cabinet externe	Trim I - Trim II	40 000
		-	Réaliser un lobbying au niveau des membres de l'Assemblée et du Sénat	MDM, Parlement		
	S'assurer de la pérennité de la mise en œuvre de l'EITI sur le plan légal	-	Recruter un cabinet juridique pour initier un projet de loi sur la mise en œuvre de l'EITI à Madagascar	Cabinet externe, MDM	Trim II - Trim IV	
	Rendre l'EITI financièrement indépendant et pérenne	-	Requérir la participation de l'Etat en intégrant le budget de l'EITI dans le budget général de l'Etat	MFB, MDM	Trim I - Trim IV	
		-	Relancer le basket fund pour faire participer financièrement les compagnies extractives	MDM, Compagnies, MFB	Trim I - Trim IV	

Sensibilisation et information	Renforcer la notoriété de l'EITI auprès du grand public	-	Informer et sensibiliser le Grand public sur les enjeux de l'EITI à travers les médias		Trim I - Trim III	90 000
		-	Participer aux événements dédiés au secteur extractif et à la bonne gouvernance		Trim I - Trim IV	
		-	Concevoir et diffuser des supports médias et hors-médias		Trim I - Trim II	
	Faire comprendre à la population les enjeux des industries extractives et de ses dispositifs légaux	-	Réaliser et diffuser des émissions éducatives auprès des médias de proximité		Trim II - Trim IV	
	Faire approprier l'EITI par les institutions de l'Etat et la société civile	-	Organiser des séances d'information en législation minière et pétrolière auprès des parlementaires	Parlement	Trim I - Trim II	
		-	Organiser des séances débats sur la transparence du secteur extractif auprès de la société civile	OSC	Trim I - Trim II	
		-	Organiser des séances d'information-débat sur la mise en œuvre de l'EITI auprès du Groupe Multipartite élargi	GMP élargi	Trim I - Trim II	
		-	Renforcer les relations publiques		Trim I - Trim IV	
		-	Réaliser des lobbying au niveau des élus et du gouvernement		Trim I - Trim III	
	Améliorer la compréhension du processus	-	Organiser des ateliers de sensibilisation		Trim I - Trim II	
		-	Organiser des débats médiatiques		Trim I - Trim III	
	Augmenter l'impact que le rapport EITI pourrait avoir	-	Faire une large diffusion du rapport EITI		Trim III	
		-	Organiser des séances d'informations sur le contenu du rapport		Trim III - Trim IV	
	Internationalisation de la visibilité des activités de l'EITI Madagascar	-	Participer aux manifestations internationales EITI		Trim I - Trim IV	

Coordination du Secrétariat	Faire une planification stratégique à long terme de la mise en œuvre de l'EITI	Inexistence de visibilité à long terme des objectifs et activités liés au processus EITI	Recruter un consultant pour appuyer le SE et le CNAT à l'élaboration et à la finalisation d'un plan d'activités triennal		210 000	
	Adapter la structuration du Secrétariat au développement des activités engendrées par l'application de la nouvelle norme	Insuffisance des Ressources Humaines	Recruter un Secrétaire Exécutif			Trim I
			Créer un poste de Responsable Administratif et Financier			
			Créer un poste de Responsable de Passation de Marché			
			Créer un poste de Responsable des Opérations en Amont			
			Créer un poste de Responsable des Opérations en Aval			
			Maintenir le poste de Responsable Communication			
			Maintenir le poste d'Assistant administratif			
	Renforcer les capacités de l'équipe du Secrétariat	-	Établir un programme de formation du personnel du Secrétariat			
			Former le personnel du Secrétariat			Trim I - Trim IV
Assurer la Coordination du Secrétariat	-	Fonctionnement et frais divers		Trim I - Trim IV		
	-	Fournitures, matériels et équipements				
TOTAL GÉNÉRAL					790 000	

Axes d'intervention 2014	Coût USD	Partenaires financiers
Octroi de permis et contrats	50 000	
Régulation et suivi des activités minières et pétrolières	50 000	
Gestion des revenus	70 000	
Développement durable	60 000	
Réconciliation EITI	120 000	PGDI
Renforcement de capacités	100 000	
Institutionnalisation de l'EITI	40 000	
Sensibilisation et Information	90 000	

Coordination	210 000	
TOTAL	790 000	